



CESCE

Conseil économique, social, culturel et environnemental
S A I N T - B A R T H É L É M Y

RAPPORT

--

Saint-Barthélemy a-t-il intérêt à rejoindre des associations régionales ?

--

Septembre 2025

Table des matières

Introduction.....	3
Organisations intergouvernementales majeures.....	5
Caribbean Community (CARICOM) ●.....	5
Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECO ou OECS) ●.....	5
Association des États de la Caraïbe (AEC) ●.....	7
Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) ●.....	8
Alliance Of Small Island States ●.....	9
Associations sectorielles prioritaires.....	10
Logistique et transport maritime.....	10
Port Management Association of the Caribbean (PMAC) ●.....	10
Caribbean Shipping Association (CSA) ●.....	11
Tourisme et hôtellerie.....	12
Caribbean Tourism Organization (CTO) ●.....	12
Caribbean Hotel and Tourism Association (CHTA) ●.....	13
Commerce et industrie.....	14
Caribbean Export Development Agency (Caribbean Export) ●.....	14
Santé publique.....	15
Caribbean Public Health Agency (CARPHA) ●.....	15
Environnement, climat et énergie.....	16
Caribbean Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (CCREEE) ●.....	16
Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC) ●.....	17
Caribbean Regional Fisheries Mechanism (CRFM) ●.....	18
Télécommunications.....	19
Caribbean Telecommunications Union (CTU) ●.....	19
Synthèse et recommandations.....	21
Synthèse des votes.....	21
Sources.....	22

Introduction

Au cœur de la Caraïbe, **Saint-Barthélemy s'inscrit dans un contexte régional riche et en pleine mutation** et ne peut pas rester à l'écart de cette dynamique.

La Collectivité de Saint-Barthélemy a déjà franchi des étapes importantes dans sa stratégie de coopération en développant des relations et des échanges bilatéraux et en participant activement à des projets soutenus par le **Programme Interreg Caraïbes**, tels que **CaribX** qui vise à développer des points d'échange internet sur Saint-Martin, Saint-Barthélemy et la Guadeloupe ou **SARG'COOP** sur la problématique sargasses ce qui renforce ses liens avec les îles voisines.

Parallèlement, en tant que membre de l'**Association des pays et territoires d'outre-mer et l'Union européenne (OCTA)**, Saint-Barthélemy est pleinement intégrée au travail collectif entre l'Union européenne et les membres de l'OCTA, en faveur du développement durable et de la résilience des PTOM, de la coopération, du renforcement des capacités, de la communication et des partenariats.

C'est également le cas avec l'**Association des Etats de la Caraïbes (AEC)**. Bien que représentée par la France au sein de cette organisation, Saint-Barthélemy entretient des relations régulières avec l'Ambassadeur de France à Trinidad, notamment en amont des conférences ministérielles de l'AEC qui se tiennent chaque année.

En outre, l'adhésion de la Collectivité de Saint-Barthélemy à l'**Agence caribéenne pour la cybersécurité** en février 2022, la récente organisation à Saint-Barthélemy de deux événements de portée régionale, **Zero Waste** et **Caribavia**, les visites officielles sur les îles voisines telles qu' Anguilla et Nevis et le projet de jumelage avec Saint-Thomas, démontrent **la volonté politique actuelle de la Collectivité de Saint-Barthélemy** de consolider sa place et d'intensifier ses relations avec les territoires caribéens sans pour autant perdre sa "*souveraineté locale*".

Cette étude s'inscrit pleinement dans cette direction et vise à fournir à la Collectivité un document d'aide à la décision dans le domaine du développement des relations régionales voire internationales pour que Saint-Barthélemy affirme encore davantage son ancrage régional.

Une approche ciblée et pragmatique

Après une analyse approfondie, il est apparu qu'une adhésion directe à des organisations de grande envergure comme la CARICOM ou l'OECO ne serait pas la voie la plus pertinente pour Saint-Barthélemy. Les coûts financiers élevés, la mobilisation de ressources humaines importantes et la lourdeur administrative que cela impliquerait ne semblent pas justifiés au regard des bénéfices potentiels pour notre territoire.

Recommandation : Une stratégie axée sur les associations spécialisées

Malgré tout, il est crucial pour Saint-Barthélemy de maintenir une veille active et de tisser des liens étroits avec ses voisins. Au lieu d'une adhésion formelle aux grandes organisations, une approche plus stratégique consisterait à se rapprocher de leurs **sous-commissions et associations spécialisées**, souvent appelées "satellites".

Les entretiens menés dans le cadre de cette étude confirment qu'une participation ciblée à ces structures plus petites et plus agiles serait bien plus bénéfique. Cette démarche pragmatique permettrait de répondre de manière efficace aux besoins spécifiques de Saint-Barthélemy en se concentrant sur des domaines d'intérêt direct.

Dans le présent rapport, nous allons présenter en détail les organisations et les associations les plus pertinentes pour le développement de notre collectivité.

Organisations intergouvernementales majeures

Caribbean Community (CARICOM) ●

Nom	Caribbean Community (CARICOM)
Présentation	Organisation intergouvernementale créée en 1973 pour promouvoir l'intégration économique, la coopération politique et le développement social dans la région.
Objectifs	Favoriser l'intégration économique, coordonner la politique étrangère, développer l'emploi et la productivité, améliorer les standards de vie, renforcer le développement humain et socio-économique via un marché unique et une économie unique (CSME).
Conditions d'adhésion	Ouverte à tout État ou territoire caribéen jugé apte à exercer les droits et obligations liés à la CARICOM. Les États membres ont droit de vote ; les Membres associés peuvent participer et parler, mais sans vote.
Pays participants	États membres (15) : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago. Membres associés (5) : Anguilla, Bermudes, Îles Caïmans, Îles Vierges britanniques, Turks-et-Caïcos.
Coût annuel	> 150 000 €
Site internet	www.caricom.org

Conclusion du CESCE :

● Coût élevé – réservé aux États membres ou à forte implication régionale.

Nom	Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECO ou OECS)
Présentation	Organisation intergouvernementale fondée le 18 juin 1981 par le Traité de Basseterre, avec création d'une union économique en 2011 via un traité révisé. Elle promeut l'intégration régionale et la coopération dans les Petites Antilles.
Objectifs	Faciliter la libre circulation et l'harmonisation des politiques économiques entre les États et territoires des Petites Antilles.
Conditions d'adhésion	Membership par signature et ratification du traité. Les États indépendants peuvent devenir membres de plein droit (Protocol Members), tandis que certains territoires peuvent être membres associés (Associate Members).
Membres	Membres pleins (Protocol Members) : Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Membres associés (Associate Members) : Anguilla, Guadeloupe, Îles Vierges britanniques, Martinique, Saint-Martin.
Coût annuel	Inconnu
Adhérent potentiel	Collectivité de Saint-Barthélemy en tant que membre associé.
Site internet	www.oecs.int/fr
Contact	+1 (758) 455-6327 oecs@oecs.int

Conclusion du CESCE :

● **Intérêt modéré – bénéfices limités pour membre associé.**

Association des États de la Caraïbe (AEC) ●

Saint-Barthélemy participe indirectement à l'AEC par l'intermédiaire de Monsieur Didier Chabert, Ambassadeur de France à Trinité-et-Tobago et le Président de la Collectivité est sollicité à cet effet.

Nom	Association des États de la Caraïbe (AEC)
Présentation	Organisation intergouvernementale créée en 1994 via la Convention de Carthagène, destinée à promouvoir la coopération et l'action concertée entre les États et territoires de la « Grande Caraïbe ».
Objectifs	Renforcer la coopération agricole, économique, environnementale (protection de la mer, développement durable), commerciale, touristique, des transports et la gestion des catastrophes naturelles.
Conditions d'adhésion	Ouverte aux États souverains (membres) ou territoires non indépendants (membres associés) de la Grande Caraïbe, sur signature de la convention constitutive.
Membres	États membres (25) : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Venezuela. Membres associés : Anguilla, Bermudes, Bonaire, Guadeloupe, Îles Caïmans, Martinique, Saba, Saint-Eustache, Saint-Martin.
Coût annuel	Voir cadre ci-dessous
Site internet	www.acs-aec.org
Contact	+868 622 9575

Conclusion du CESCE :

Intérêt fort – couverture Caraïbes + Amériques, participation indirecte déjà effective.

Actuellement, Saint-Barthélemy est représenté au sein de l'AEC par la France et n'est pas un membre associé en son nom propre (contrairement à St-Martin par exemple).

Compte des spécificités de notre territoire qui méritent une connaissance précise, la Collectivité pourrait avoir un intérêt à assurer elle-même sa représentation auprès de l'AEC et à devenir un membre associé en son nom propre.

Dans ce cas, des discussions préalables avec le Ministère des Affaires étrangères et la collectivité territoriale de Guyane (également représentée par la France à l'AEC), pour en arrêter le volet financier et fixer le montant annuel à verser par Saint Barthélemy à l'AEC.

NB : La cotisation payée par la France au titre de Saint -Barthélemy et de la Guyane s'élève à 80 000 euros. Aucune clé de répartition n'a été fixée pour déterminer la quote-part exacte de chacune des deux collectivités.

Nom	Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC)
Présentation	Organisation regroupant les États souverains d'Amérique latine et de la Caraïbe. Saint-Barthélemy n'est pas éligible, n'étant pas un État indépendant.
Objectifs	Promouvoir l'union politique, économique et sociale des pays membres, réduire l'influence d'acteurs extérieurs, accroître la coopération, le dialogue stratégique et la voix régionale sur la scène mondiale.
Conditions d'adhésion	Réservée aux États souverains d'Amérique latine et des Caraïbes, excluant explicitement les États-Unis, le Canada et les territoires d'outre-mer européens.
Membres	Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Salvador, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.
Coût annuel	Inconnu
Site internet	www.celacinternational.org

Conclusion du CESCE :

● **Non éligible – réservé aux États souverains.**

Nom	Alliance of Small Island States (AOSIS)
Présentation	Une coalition intergouvernementale de petits États insulaires en développement et de nations côtières de faible altitude. L'AOSIS sert de voix collective pour ses membres sur des questions environnementales, en particulier le changement climatique , et vise à amplifier leurs préoccupations dans les négociations internationales.
Objectifs	Défendre les intérêts de ses membres dans le cadre des négociations internationales, en particulier celles de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'objectif principal est de sensibiliser le monde aux menaces uniques et existentielles que le changement climatique représente pour les États insulaires.
Conditions d'adhésion	L'adhésion est ouverte aux petits États insulaires en développement (PEID) et aux nations côtières à faible altitude. Ces pays sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, comme l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière.
Membres	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cap-Vert, Comores, Îles Cook, Cuba, Chypre, Dominique, République dominicaine, États fédérés de Micronésie, Fidji, Grenade, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Jamaïque, Kiribati, Îles Marshall, Maurice, Maldives, Nauru, Niue, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Singapour, Îles Salomon, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Timor-Leste, Tuvalu, Vanuatu.
Coût annuel	Inconnu
Site internet	www.aosis.org

Conclusion du CESCE :

● **Non éligible – réservé aux nations souveraines reconnues comme des petits États insulaires en développement (PEID) par les Nations Unies.**

Associations sectorielles prioritaires

Logistique et transport maritime

Port Management Association of the Caribbean (PMAC) ●

Nom	Port Management Association of the Caribbean (PMAC)
Présentation	Créée en 1998, est l'une des principales associations portuaires de la région. Plateforme collaborative pour les ports caribéens, centrée sur le partage d'expérience, l'information, la formation, et la représentation sectorielle.
Objectifs	Favoriser l'efficacité opérationnelle et financière, améliorer la qualité de service via la formation, les échanges, l'information et l'idéation collective, tout en représentant les intérêts des ports aux niveaux multilatéraux.
Conditions d'adhésion	L'adhésion à la PMAC est ouverte aux ports et terminaux, sans distinction apparente de leur appartenance à un État membre de la CARICOM.
Pays participants	Anguilla, Antigua & Barbuda, Barbade, Bermuda, British Virgin Islands, Curaçao, Dominique, Grenade, Guadeloupe , Guyane, Îles Caïmans, Îles Turks et Caïques, Jamaïque, Martinique , Montserrat, Nevis, République Dominicaine, St-Kitts, Sainte-Lucie, Sint-Maarten , St-Martin , St-Vincent et les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.
Coût annuel	\$ 1000
Adhérent potentiel	Direction du Port de Saint-Barthélemy
Site internet	www.pmac-ports.com
Contact	+1 (246) 253-8920 secretary@pmac-ports.com

Conclusion du CESCE :

● **Intérêt fort – réseau portuaire régional directement utile à Saint-Barthélemy.**

Prochain évènement :

L'assemblée générale de la PMAC est habituellement organisée au mois de juin. En 2025, elle s'est tenue du 4 au 6 juin à Curaçao. La participation des non-membres est possible. Le coût pour 3 jours de conférence en 2024 s'élevait à \$ 500.

Il pourrait être très pertinent pour Saint-Barthélemy d'envisager de participer à cet événement en 2026 afin de développer des liens directs et mieux évaluer la pertinence de solliciter l'adhésion. Les dates du prochain évènement n'ont pas encore été communiquées, mais les 3 dernières réunions annuelles ont eu lieu au mois de juin à Antigua, au Brésil puis à Curaçao.

Plus d'infos : www.pmac-ports.com

Nom	Caribbean Shipping Association (CSA)
Présentation	Créée en 1971, la CSA est la voix régionale de l'industrie maritime caribéenne. Elle soutient ports, armateurs, agents et acteurs logistiques par la formation, le plaidoyer et le partage de bonnes pratiques.
Objectifs	Favoriser la coopération et le développement de l'industrie maritime, promouvoir la durabilité et l'excellence opérationnelle dans la région.
Conditions d'adhésion	Ouverte aux ports, compagnies maritimes, agents et autres professionnels liés au transport et à la logistique dans la Caraïbe et au-delà.
Membres	Ports, agents maritimes, entreprises privées de manutention, armateurs, autres opérateurs maritimes.
Coût annuel	\$ 850
Adhérent potentiel	Direction du Port de Saint-Barthélemy
Site internet	www.caribbeanshipping.org
Contact	+ (876) 923-3491 csa@caribbeanshipping.org

Conclusion du CESCE :

● **Pertinent – plateforme d'échanges et lobbying maritime.**

Prochain évènement :

En 2025, la conférence annuelle de la Caribbean Shipping Association aura lieu les 13 et 14 octobre prochains au Suriname. Il pourrait être très pertinent pour Saint-Barthélemy d'envisager de participer à cet événement en 2025 ou en 2026 afin de développer des liens directs et mieux évaluer la cohérence de solliciter l'adhésion en mesurant l'intérêt de d'adhérer au PMAC et/ou au CSA.

L'évènement est également ouvert aux non-membres. Le coût d'un Non-Member Full Conference Pass est de \$ 1 450.

Plus d'infos : www.caribbeanshipping.org

Caribbean Tourism Organization (CTO) ●

Nom	Caribbean Tourism Organization (CTO)
Présentation	Créée en 1989, la CTO est l'agence régionale de développement et de promotion du tourisme dans la Caraïbe. Elle rassemble des pays néerlandais, anglais, français, espagnols, ainsi que de nombreux membres du secteur privé.
Objectifs	Développer un tourisme durable pour la croissance économique et sociale de la Caraïbe via la collaboration régionale, le marketing, la recherche, la formation, le soutien aux politiques et le développement des ressources humaines.
Conditions d'adhésion	Inconnues.
Membres	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Îles Vierges britanniques, Îles Caïmans, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Martinique , Montserrat, Nevis, Saint-Eustache, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin , Sint-Maarten , Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago, Tobago, Îles Turques-et-Caïques, Îles Vierges américaines.
Coût annuel	Sur demande
Adhérent potentiel	CTTSB
Site internet	www.onecaribbean.org
Contact	+1 (246) 427-5242 cdrakes@caribtourism.com

Conclusion du CESCE :

● **Très pertinent – promotion touristique directe et visibilité internationale.**

Une adhésion à la CTO permettrait à Saint-Barthélemy et au CTTSB de mieux comprendre les stratégies des territoires voisins et d'ainsi mieux positionner sa stratégie touristique.

Prochain évènement :

Prochaine réunion annuelle du 1er au 3 octobre 2025, à la Barbade. Le coût de participation à l'évènement est de \$ 1209 par invité (non-membre).

Plus d'infos : www.onecaribbean.org/events-calendar/sotic-2025

Nom	Caribbean Hotel and Tourism Association (CHTA)
Présentation	Fondée en 1959, autonome depuis 1962. Elle représente les intérêts du secteur privé du tourisme, notamment les hôtels et les entreprises liées à l'hospitalité. La CHTA travaille en étroite collaboration avec la CTO pour façonner l'avenir du tourisme dans la région, en se concentrant sur la croissance des entreprises, la durabilité et la collaboration entre ses membres (+1000).
Objectifs	Servir de voix unifiée au secteur privé de l'hôtellerie et du tourisme caribéen. Elle agit en matière de plaidoyer, marketing, développement des compétences, promotion du tourisme durable, intelligence de marché, et agriculture de normes sectorielles.
Conditions d'adhésion	Hôtels & Villas : obligation d'être membre d'une association nationale hôtelière (prérequis). Allied Members : entreprises fournissant des biens/services au secteur touristique.
Membres	Fédération de 32 associations nationales d'hôtellerie et tourisme, représentant des membres dans presque toutes les îles et territoires de la région.
Coût annuel	Hôtels & villas : entre \$ 287 et \$ 2 900
Adhérent potentiel	Association des Hôtels et Villas en concertation avec le CTTSB et la Collectivité
Site internet	www.caribbeanhotelandtourism.com
Contact	+1 (305) 443-3040 membership@caribbeanhotelandtourism.com

Conclusion du CESCE :● **Complémentaire au CTO – réseau hôtelier et touristique de la Caraïbe.**

Une adhésion à la CHTA permettrait à Saint-Barthélemy, aux hôtels et villas et au CTTSB de mieux comprendre l'offre des territoires voisins et d'ainsi mieux cibler les points qui permettent d'appuyer le caractère unique et exceptionnel de la destination et de l'offre hôtelière et touristique.

Caribbean Export Development Agency (Caribbean Export) ●

Nom	Caribbean Export Development Agency (Caribbean Export)
Présentation	Créée en 1996 par un accord intergouvernemental, elle est l'agence régionale de promotion du commerce et des investissements pour les 15 États membres de CARIFORUM. Elle agit comme organe faitier pour le développement du secteur privé dans la Caraïbe.
Objectifs	Accroître la compétitivité des entreprises caribéennes, favoriser les exportations et les investissements, faciliter la transformation économique régionale.
Conditions d'adhésion	Il n'est pas question d'adhésion classique comme dans une association ; il s'agit plutôt d'être éligible en tant que bénéficiaire, selon des critères de programme (ex. être "export ready"). Aucun coût ou processus formel d'adhésion n'est mentionné.
Pays participants	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, République dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.
Site internet	www.carib-export.com

Conclusion du CESCE :

● **Saint-Barthélemy exporte peu – accès limité, faible retour attendu.**

Santé publique

Le thème de la santé publique doit être pris en compte, sous couvert de l'ARS.

Caribbean Public Health Agency (CARPHA) ●

Nom	Caribbean Public Health Agency (CARPHA)
Présentation	Agence régionale de santé publique pour la Caraïbe, créée par un accord intergouvernemental en juillet 2011 et opérationnelle depuis janvier 2013. Elle regroupe cinq institutions régionales de santé publique en une seule entité forte.
Objectifs	Promouvoir la santé physique et mentale, diriger la réponse aux priorités régionales de santé, prévenir les maladies, renforcer la préparation aux urgences sanitaires, et soutenir la solidarité sanitaire entre les États membres.
Conditions d'adhésion	Ouverte aux États membres et associés de la CARICOM. D'autres États ou territoires de la région peuvent être admis comme membres associés sur approbation du conseil. Observateurs possibles.
Membres	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Bonaire, Îles Vierges britanniques, Îles Caïmans, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saba, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sint-Maarten, Saint-Eustache, Suriname, Trinité-et-Tobago, Îles Turques-et-Caïques.
Coût annuel	Aucun
Adhérent potentiel	Hôpital de Bruyn en tant que membre observateur, sous couvert de l'ARS
Site internet	www.carpha.org
Contact	+868 299-0820 postmaster@carpha.org

Conclusion du CESCE :

● Pertinent pour santé publique – retombées locales limitées.

Environnement, climat et énergie

Au niveau régional (ou international), l'Agence Territoriale de l'Environnement (ATE) collabore déjà avec les organismes suivants :

- **Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)** : une union de membres composée de gouvernements et d'organisations de la société civile.
- **CAR-SPAW** : Centre d'Activités Régional pour le protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées de la Grande région Caraïbe.
- **Le Gulf and Caribbean Fisheries Institute (GCFI)** : organisation à but non lucratif dédiée à la promotion de l'échange d'informations sur la gestion durable des ressources marines et estuariennes dans le Golfe du Mexique et les Caraïbes.

Caribbean Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (CCREEE) ●

Nom	Caribbean Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (CCREEE)
Présentation	Institution spécialisée de la CARICOM, lancée en 2018, axée sur la transition régionale vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.
Objectifs	Promouvoir les investissements, marchés et industries dans les énergies propres ; renforcer la sécurité énergétique et la résilience climatique.
Conditions d'adhésion	Réservé aux États membres de la CARICOM (admission automatique dans le cadre institutionnel).
Pays participants	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.
Coût annuel	Inconnu
Site internet	www.ccreee.org
Contact	+1 (246) 537-7333 info@ccreee.org

Conclusion du CESCE :

● Accès impossible – réservé aux États membres de la CARICOM.

Nom	Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC)
Présentation	Institution intergouvernementale fondée en vertu d'un accord de la CARICOM en 2002, officiellement ouverte en 2005 au Belize. Elle coordonne la réponse régionale au changement climatique, sert de centre d'archives/données et fournit des conseils politiques et techniques aux États membres.
Objectifs	Protéger le système climatique des membres pour les générations actuelles et futures, renforcer la coordination des réponses nationales, fournir un appui politique et technique, et agir comme agence d'exécution pour les projets régionaux sur le climat.
Conditions d'adhésion	Ouvert aux États membres et membres associés de la CARICOM qui signent et ratifient l'accord. Des États ou territoires de la région peuvent être admis sous conditions, ainsi que des organisations régionales ou extra-régionales contribuant à ses objectifs.
Membres	Membres : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago. Membres associés : Anguilla, Bermudes, Îles Vierges britanniques, Caïmans, Turques-et-Caïques.
Coût annuel	Inconnu
Adhérent potentiel	Agence Territoriale de l'Environnement
Site internet	www.caribbeanclimate.org
Contact	+(501) 822-1094 info@caribbeanclimate.org

Conclusion du CESCE :

● **Utile pour projets environnementaux – impact indirect sur les politiques locales.**

Nom	Caribbean Regional Fisheries Mechanism (CRFM)
Présentation	Institution intergouvernementale fondée en 2002, sous l'égide de la CARICOM. Elle promeut l'utilisation responsable des ressources halieutiques ¹ et aquatiques de la région au profit des populations actuelle et future.
Objectifs	Gestion efficace et développement durable des ressources marines et aquatiques ; coopération régionale pour la gestion des stocks partagés ou migratoires ; conseils techniques et appui consultatif aux autorités nationales en matière de pêche.
Conditions d'adhésion	Réservé aux États membres ou associés de la CARICOM. Des territoires peuvent être admis comme membres associés selon décision du Conseil ministériel.
Membres	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Îles Turques et Caïques.
Coût annuel	Sur demande
Site internet	www.crfm.int
Contact	+784 458-4269 crfmsvg@crfm.int

Conclusion du CESCE :

● Accès complexe – réservé aux États membres de la CARICOM.

¹ Halieutiques : relatif à la pêche.

Caribbean Telecommunications Union (CTU) ●

Nom	Caribbean Telecommunications Union (CTU)
Présentation	L'Union des télécommunications des Caraïbes est une organisation intergouvernementale créée par la CARICOM en 1989 pour soutenir et faciliter le développement du secteur des télécommunications et des technologies de l'information dans la zone Caraïbe.
Objectifs	<p>Faciliter la coordination de la planification, de la programmation et du développement des réseaux de communication intra régionaux et internationaux pour répondre aux besoins immédiats et futurs de la région en matière de télécommunications.</p> <p>Contribuer au développement des composantes nationales des réseaux régionaux et internationaux de télécommunications.</p> <p>Promouvoir la prise de conscience générale des besoins de la région caribéenne en matière de télécommunications et de son potentiel de promotion du développement socio-économique de la région.</p> <p>Créer un environnement en partenariat avec les membres afin d'optimiser les rendements des ressources TIC (technologie de l'information et de la communication) au profit des parties prenantes.</p>
Conditions d'adhésion	Brochure "Devenir membre du CTU" : https://ctu.int/wp-content/uploads/2024/01/CTU-Membership-Prospectus-2024-1.pdf
Membres	<p>Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Îles Vierges britanniques, Îles Caïmans, Cuba (membre associé), Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Sint-Maarten (membre associé), Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Îles Turques-et-Caïques.</p> <p>La CTU a également noué de nombreux partenariats avec des entreprises du secteur privé, la société civile et des agences gouvernementales spécialisées. Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dynamic Spectrum Alliance (DSA) www.dynamicspectrumalliance.org - International Amateur Radio Union www.iaru.org - Internet Society www.internetsociety.org/fr/mission - LACNIC (Registre des adresses IP de l'Amérique latine et des Caraïbes) www.lacnic.net - Amazon - Cloud Carib - Dauphin Telecom - Digicel - Google
Coût annuel	Pour les membres ou membres associés : entre \$ 7 800 et \$ 68 900.

Adhérent potentiel	Collectivité de Saint-Barthélemy
Site internet	https://ctu.int
Contact	+1 (868) 628 0281 Ext. 230 gary.kaloo@ctu.int

Conclusion du CESCE :

● **Très pertinent – Réelle opportunité d’ancrer le partenariat déjà existant entre l’ACCYB et la CTU + cohérent avec la mise en place de [SBH-IX](#) qui est le point d’échange internet de Saint-Barthélemy et avec la volonté affichée de la Collectivité de renforcer toujours davantage la connectivité de l’île et de positionner Saint-Barthélemy comme un territoire d’excellence et d’innovation.**

L’adhésion à la CTU représenterait un réel intérêt pour le territoire et constituerait un levier pour :

- Porter le sujet de la cybersécurité dans la zone,
- Favoriser des relations plus étroites et nouer des liens diplomatiques avec les ministres des télécommunications des différents territoires,
- Bénéficier du soutien des experts technique de la CTU,
- Accéder directement au réseau des acteurs publics et privés des télécommunications et du numérique propice aux échanges et au partage de bonnes pratiques,
- Permettre à Saint-Barthélemy de mettre en avant son expertise en matière de numérique auprès d’autres territoires.

En ce sens, le CESCE encourage la Collectivité à poursuivre les discussions visant à l’adhésion de la Collectivité.

Synthèse et recommandations

La stratégie proposée consiste à privilégier d'abord des structures ciblées et accessibles, offrant un engagement progressif et des bénéfices directs pour la Collectivité. Cette approche permet de construire des partenariats solides avant d'envisager l'intégration éventuelle à des organisations plus vastes et exigeantes. Les adhésions prioritaires se concentrent sur les domaines portuaires, touristiques et environnementaux, où l'impact local est immédiat et mesurable.

Les organisations identifiées comme prioritaires sont :

- Association des États de la Caraïbe (AEC)
- Port Management Association of the Caribbean (PMAC)
- Caribbean Shipping Association (CSA)
- Caribbean Tourism Organization (CTO)
- Caribbean Hotel and Tourism Association (CHTA)
- Caribbean Telecommunications Union (CTU)

Ces réseaux apportent des retombées directes en matière de coopération technique, de promotion internationale et de gestion durable des ressources, tout en renforçant la position de Saint-Barthélemy dans les échanges régionaux.

Synthèse des votes

Nombre de conseillers en exercice : 13

Nombre de votants : 12

Pour : 12

Contre : 0

Abstention : 0

Rapport adopté à l'unanimité lors de l'Assemblée plénière du CESCE du 25 septembre 2025

Sources

- **Personnes interrogées localement :**
 - **Olivier BASSET**, Directeur de Cabinet du Président
 - **Ernest BRIN**, Directeur du Port
 - **Sébastien GRÉAUX**, Directeur de l'Agence Territoriale de l'Environnement
 - **Michel MAGRAS**, Ancien sénateur et élu de la Collectivité de Saint-Barthélemy
 - **Pascal PEUCHOT**, Responsable du Service Innovation et Développement Territorial
 - **Fabrice QUERRARD**, Conseiller territorial
 - **Alexandra QUESTEL**, Présidente du CTTSB

- **Personnes interrogées dans le reste des Caraïbes :**
 - **Florent AVELLA**, CCE du Belize
 - **Didier CHABERT**, Ambassadeur de France à Trinidad et Tobago
 - **Catherine CHICATÉ-MOIBERT**, Indépendante relations publiques et presses internationales
 - **Cyrielle CUIRASSIER**, Conseiller à l'Action Extérieure - Collectivité de Saint-Martin
 - **Philippe DURY**, CCE du Suriname
 - **Anne MATHIEU**, Représentante de la Guyane française à la CARICOM
 - **Christophe SUREAU**, Président Comité des CCE CARICOM

- **Organisations régionales et intergouvernementales :**
 - **Caribbean Community (CARICOM)** – Site officiel : www.caricom.org
 - **Organisation of Eastern Caribbean States (OECS)** – Site officiel : www.oecs.int
 - **Association des États de la Caraïbe (AEC)** – Site officiel : www.acs-aec.org
 - **Caribbean Telecommunications Union (CTU)** – Site officiel : www.ctu.int
 - **Caribbean Tourism Organization (CTO)** – Publications et statistiques : www.onecaribbean.org
 - **Caribbean Hotel and Tourism Association (CHTA)** – www.caribbeanhotelandtourism.com
 - **Caribbean Shipping Association (CSA)** – www.caribbeanshipping.org
 - **Port Management Association of the Caribbean (PMAC)** – www.pmac-ports.com
 - **Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC)** – www.caribbeanclimate.org
 - **Caribbean Public Health Agency (CARPHA)** – www.carpha.org

- **Liens Europe / PTOM :**
 - **Association des pays et territoires d'outre-mer de l'UE (OCTA)** – Rapports et communications officielles : www.overseas-association.eu

- **Organisations internationales / données économiques :**
 - Banque de Développement de la Caraïbe (CDB) – Analyses régionales : www.caribank.org
 - Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) – www.cepal.org
 - Banque mondiale – Données régionales Caraïbes : data.worldbank.org
 - Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) – Statistiques maritimes et logistiques : unctad.org

- **Environnement et climat :**
 - Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) – www.iucn.org
 - Gulf and Caribbean Fisheries Institute (GCFI) – www.gcfi.org
 - Centre d'activités régional pour les aires protégées et la faune sauvage dans la Caraïbe (CAR-SPAW) – car-spaw-rac.org